

Résumé de la reprise de la 53e session du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat: 22-26 mars 2021

En février 2020, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a tenu l'une des dernières réunions intergouvernementales avant que les gouvernements du monde entier n'adoptent des restrictions de voyage et de contact pour limiter la propagation de la pandémie de COVID-19. Depuis lors, le Secrétariat du GIEC a ajusté son mode de fonctionnement et est devenu virtuel. Avec un préavis d'un mois seulement, le GIEC a remanié les plans d'organisation de la troisième réunion des Auteurs principaux du Groupe de travail III en avril 2020, et 287 participants se sont mis à l'écoute de Zoom au lieu de se réunir en Équateur. Les enseignements tirés de nombreuses réunions virtuelles d'auteurs en 2020 ont éclairé la préparation de la GIEC-53. La session était divisée en deux parties. La première partie, consacrée uniquement au programme et budget du Fonds d'affectation spéciale du GIEC et reposant principalement sur des moyens de communication écrits, a eu lieu en décembre 2020. La deuxième partie, la GIEC-53 bis, avait un ordre du jour plus complet et reposait sur une prise de décision virtuelle.

Le point central de la GIEC-53 bis était la nécessité d'ajuster le calendrier de planification stratégique pour le cycle du sixième rapport d'évaluation (AR6), en ce qui concerne la plénière d'approbation du rapport du Groupe de travail (GT) I à la lumière de la pandémie de COVID-19, et les préparatifs de l'élection des membres du Bureau pour le cycle du septième rapport d'évaluation (RE7), en vue d'assurer une transition en douceur.

Le Groupe a adopté une décision portant sur le calendrier de planification stratégique, qui détermine un processus permettant au Secrétariat de solliciter les points de vue des Correspondants nationaux du GIEC et du Bureau, sur la manière de promouvoir la transparence, l'inclusivité et l'égalité des chances lors d'une éventuelle session virtuelle d'approbation du GT I; et pour les Coprésidents et le Bureau du GT I, dans le cadre du règlement intérieur approuvé, de prendre les dispositions appropriées pour la tenue d'une session d'approbation à partir de juillet 2021 sur la base des orientations et directives reçues, et de présenter au groupe d'expert un rapport sur ces dispositions avant la GIEC-54. La décision précise que toute disposition prise en raison de la pandémie de COVID-19 ne créera pas de précédent pour les futures sessions du GIEC.

Dans sa décision sur le calendrier de planification stratégique, le Groupe a également créé un Groupe spécial à composition non limitée pour lui faire des recommandations sur la taille,

la structure et la composition du Bureau du GIEC pour le RE7. L'objectif consiste à envoyer la lettre d'invitation aux candidatures, du Secrétaire, deux semaines après l'approbation du Rapport de synthèse RS6, prévue pour septembre 2022, et de tenir les élections 6 à 7 mois plus tard.

Le Groupe a également examiné et pris note des rapports d'activité portant: sur les données, les communications, les publications, la parité hommes-femmes, la dotation du Secrétariat en personnel et les questions relatives à d'autres organes internationaux; a admis de nouvelles organisations avec statut d'observateur; et a adopté le procès verbal de la GIEC-52.

La GIEC-53 bis s'est réunie du 22 au 26 mars 2021 avec des séances quotidiennes de trois heures, à l'exception du dernier jour de réunion, qui a duré trois heures supplémentaires. Les heures de réunion quotidiennes avaient été modulées pour s'adapter à une gamme de fuseaux horaires, les heures de démarrage variant entre 5h00 et 21h00 CET (GMT+1). La réunion était ouverte aux gouvernements ainsi qu'aux organisations ayant le statut d'observateur, avec un maximum de deux représentants par délégation. Près de 200 participants inscrits se sont joints à Zoom, chaque jour, avec services d'interprétariat dans les six langues officielles de l'ONU.

Dans ce numéro

Bref historique du GIEC	2
Compte-rendu de la GIEC-53 bis	3
Adoption de l'ordre du jour	3
Approbation du projet de rapport de la 52 ^e session du GIEC	4
Les Rapports d'étape	4
Admission d'organisations observatrices	8
Calendrier de planification stratégique du RE6	8
Élections du bureau du RE7	10
Date et lieu de la 54 ^e session du GIEC	13
Clôture de la session	13
Brève analyse de la GIEC-53 bis	13
Réunions à venir	15
Glossaire	15

Bref historique du GIEC

Le GIEC a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour évaluer, de manière globale, objective, ouverte et transparente, les données scientifiques, techniques et socio-économiques pertinentes pour la compréhension du dérèglement climatique induit par l'homme, de ses impacts potentiels et des options d'adaptation et d'atténuation. Le GIEC est un organe intergouvernemental et scientifique composé de 195 pays membres. Il n'entreprend pas de nouvelles recherches ni ne surveille les données liées au climat; il évalue plutôt l'état des connaissances sur le changement climatique sur la base de la littérature scientifique et technique publiée et examinée par des pairs. Les rapports du GIEC sont censés être pertinents pour les politiques, mais non normatifs.

Le GIEC compte trois Groupes de travail (GT):

- Le GT I aborde la base de la science physique du changement climatique.
- Le GT II traite des impacts du changement climatique, de l'adaptation et de la vulnérabilité.
- Le GT III traite des options permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et atténuer le changement climatique.

Chaque Groupe de travail a deux Coprésidents et sept Vice-présidents, à l'exception du GT II, qui compte huit Vice-présidents. Les Coprésidents guident les Groupes de travail dans l'accomplissement de leurs mandats avec l'aide des Unités d'appui technique (UAT). En outre, le GIEC dispose également d'un Groupe de travail sur les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (GTI), également soutenu par une UAT, pour superviser le programme des inventaires nationaux de gaz à effet de serre du GIEC. Les objectifs du programme consistent à élaborer et affiner une méthodologie et un logiciel convenus au niveau international pour calculer et communiquer les émissions et les absorptions nationales de GES, et à encourager leur utilisation par les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le Groupe élit son Bureau pour la durée d'un cycle d'évaluation complet, qui comprend l'élaboration d'un rapport d'évaluation du GIEC qui prend entre cinq et sept ans. Le Bureau est composé d'experts en changement climatique représentant toutes les régions, et comprend le Président et les Vice-présidents du GIEC, les Coprésidents et Vice-présidents du GT et les Coprésidents du GTI. Le GIEC dispose d'un Secrétariat permanent, basé à Genève, en Suisse. Il est hébergé par l'OMM.

Production du GIEC

Depuis sa création, le Groupe a élaboré une série de rapports d'évaluation exhaustifs, de rapports spéciaux et de documents techniques qui fournissent des informations scientifiques sur le changement climatique à la communauté internationale.

Le GIEC a produit cinq rapports d'évaluation, achevés en 1990, 1995, 2001, 2007 et 2014. Le RE6 devrait être achevé en 2022. Les rapports d'évaluation sont structurés en trois parties, une pour chaque Groupe de travail. La contribution de chaque Groupe de travail comprend un résumé à l'intention des décideurs politiques (RDP), un résumé technique et le rapport d'évaluation sous-jacent complet. Chacun de ces rapports fait l'objet d'un processus d'examen exhaustif et intensif par des experts et des gouvernements, comprenant trois étapes: un premier examen par des experts, un deuxième examen par des experts et des gouvernements, et un troisième examen par les gouvernements.

Chaque RDP est ensuite approuvé ligne par ligne par le Groupe de travail respectif et adopté par le Groupe d'experts.

Un rapport de synthèse (RS) est produit pour le rapport d'évaluation dans son ensemble, intégrant les aspects les plus pertinents des trois rapports de GT et des rapports spéciaux du cycle spécifique en question. Le Groupe d'expert procède ensuite à une approbation ligne par ligne du RDP du RS. Le GIEC a également produit une série de rapports spéciaux sur les questions liées au changement climatique. Le cycle RE6 comprend trois rapports spéciaux:

- Réchauffement climatique de 1,5°C (RS1,5), approuvé par la GIEC-48 en octobre 2018;
- Changement climatique et Terres (RSCCT), qui a été approuvé par la GIEC-50 en août 2019; et
- Océan et cryosphère dans un climat changeant (RSOCC), qui a été approuvé par la GIEC-51 en septembre 2019.

En outre, le GIEC a produit des rapports méthodologiques, qui fournissent des directives pour aider les pays à rendre compte des GES. Les rapports d'orientation sur les bonnes pratiques ont été approuvés en 2000 et 2003, et les directives du GIEC sur les inventaires nationaux de GES ont été approuvées en 2006. Un affinement des directives de 2006 sur les inventaires nationaux de GES (amélioration de 2019) a été adopté à la GIEC-49, en mai 2019.

En 2007, le prix Nobel de la paix a été décerné conjointement au GIEC et à l'ancien Vice-président américain Al Gore pour leur travail et leurs efforts «visant à élaborer et à diffuser une plus grande connaissance du changement climatique causé par l'homme, et à jeter les bases nécessaires à la lutte contre ce dérèglement».

Sixième cycle d'évaluation

GIEC-41 à GIEC-43: La GIEC-41 (24-27 février 2015, Nairobi, Kenya) a adopté des décisions pertinentes pour le cycle RE6. La GIEC-42 (5-8 octobre 2015, Dubrovnik, Croatie) a élu les membres du Bureau pour le cycle RE6. La GIEC-43 (11-13 avril 2016, Nairobi, Kenya) a accepté d'entreprendre deux rapports spéciaux (RSCCL et RSOCC) et l'affinement de 2019 au cours du RE6, et, en réponse à une invitation de la 21^e session de la Conférence des Parties à la CCNUCC (COP 21), d'élaborer un rapport spécial sur les impacts de la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels. Le Groupe d'experts y a également convenu qu'un rapport spécial sur les villes serait élaboré dans le cadre du cycle du RE7.

GIEC-44: Au cours de cette session (17-21 octobre 2016, Bangkok, Thaïlande), le Groupe a adopté les grandes lignes du RS1.5 et de l'affinement de 2019, ainsi que des décisions portant, entre autres, sur une réunion consacrée au thème «le changement climatique et les villes».

Conférence scientifique du GIEC sur les villes et le changement climatique: Cette réunion (5-7 mars 2018, Edmonton, Canada) a produit un programme de recherche pour mieux comprendre les impacts du changement climatique sur les villes et le rôle essentiel que les autorités locales peuvent jouer dans la lutte contre le changement climatique.

GIEC-45 à GIEC-47: La GIEC-45 (28-31 mars 2017, Guadalajara, Mexique) a approuvé les grandes lignes du RSCCL et du RSOCC, et a discuté, entre autres: du calendrier de planification stratégique pour le cycle RE6; une proposition visant à envisager les agents de forçage climatique de courte durée (FCCD); et les options de ressources pour le GIEC. La GIEC-46 (6-10 septembre 2017, Montréal, Canada) a approuvé les grandes

lignes des chapitres des contributions des trois rapports de GT au RE6. Au cours de la GIEC-47 (13-16 mars 2018, Paris, France), le Groupe d'expert a convenu, entre autres: de créer un Groupe de travail sur la problématique du genre; et a rédigé un projet de mandat pour un Groupe de travail sur l'organisation des travaux futurs du GIEC à la lumière du bilan mondial (BM) dans le cadre de l'Accord de Paris.

GIEC-48: Au cours de cette session (1-6 octobre 2018, Incheon, République de Corée), le GIEC a approuvé le RS1.5 et son résumé technique et a entériné son RDP, qui conclut, entre autres, que la limitation de l'élévation de la température moyenne mondiale à 1,5°C est encore possible mais que cela exigera des transitions «sans précédent» dans tous les aspects de la société.

GIEC-49: Au cours de cette session (8-12 mai 2019, Kyoto, Japon), le GIEC a adopté le chapitre 'Aperçu de l'affinement 2019' et a approuvé le rapport sous-jacent. Le GIEC-49 a également adopté des décisions sur le mandat du Groupe de travail sur le genre et sur un rapport méthodologique sur les FCCD à terminer au cours du cycle du RE7.

GIEC-50: Au cours de cette session (2-7 août 2019, Genève, Suisse), le GIEC a accepté le FCCD et son résumé technique et a approuvé son RDP. Une session conjointe des GT, en coopération avec le GTI, a examiné le RDP ligne par ligne pour parvenir à un accord.

GIEC-51: Cette session (20-24 septembre 2010, Monaco) a accepté le RSOCC et son résumé technique, et l'approbation de son RDP, après approbation, ligne par ligne, par une session conjointe des GT I et GT II.

GIEC-52: Au cours de cette session (24-28 février 2020, Paris, France), le GIEC a adopté le plan du RS du RE6, contenant une introduction de mise en scène et trois sections: état actuel et évolutions; avenir à long terme du climat et du développement; et réponses à court terme dans un climat changeant. Le Groupe d'experts a également adopté la politique et le plan de mise en œuvre du GIEC en matière de genre, qui, entre autres, établit une équipe d'action pour l'égalité des genres. Il a en outre discuté de l'organisation des travaux futurs du GIEC à la lumière du BM et des principes régissant les travaux du GIEC, mais n'a pas pu parvenir à un accord.

GIEC-53: Cette session (7-11 décembre), qui s'est déroulée pratiquement en raison de la pandémie de COVID-19, a abordé le programme et le budget du Fonds fiduciaire du GIEC. En utilisant la procédure de silence, le Panel a approuvé le budget révisé pour 2020 et le projet de budget révisé pour 2021.

Compte-rendu de la GIEC-53 bis

Le Secrétaire du GIEC, Abdalah Mokssit, a ouvert la réunion, donnant un aperçu de la structure proposée et de l'organisation des travaux pour la session. Il a souligné les efforts du Secrétariat pour moduler les heures de réunion et tenir compte des différents fuseaux horaires, et a annoncé que, pour la première fois à une réunion virtuelle du GIEC, des services d'interprétariat seraient assurés dans les six langues des Nations Unies.

Petteri Taalas, Secrétaire général de l'OMM, a souligné que le monde dans son ensemble avait déjà atteint 1,2°C de réchauffement et dépassé 410 parties par million de CO₂ atmosphérique. Bien que la «situation atmosphérique» ne soit pas encourageante, il s'est félicité de l'élan politique sur la neutralité carbone avant la CdP 26. Il a exhorté à éviter de retarder la publication des rapports du GIEC, affirmant qu'ils sont d'une importance cruciale pour les négociations de la CCNUCC.

Inger Andersen, Directrice exécutive du PNUE, a souligné l'importance de la solidarité et de la science pour surmonter la pandémie de COVID-19 et assurer une durabilité à long terme. Elle a souligné les liens entre les crises du climat, de la nature et de la pollution, ajoutant que le travail du GIEC fournit une impulsion essentielle pour y faire face. Elle a appelé à traduire les objectifs *Net zéro* en actions sur le terrain et à faire en sorte que les programmes de relèvement de la pandémie ouvrent la voie à un avenir climatique sûr et juste pour tous.

Le Président du GIEC, Hoesung Lee, a remercié le Groupe pour sa souplesse et son ouverture d'esprit pour diriger cette session plénière de reprise, a reconnu la contribution du Bureau et du Secrétariat du GIEC et a exprimé sa gratitude aux auteurs et à la communauté scientifique en tant que piliers du GIEC.

Adoption de l'ordre du jour

Lundi, le Secrétaire du GIEC, Mokssit, a présenté l'ordre du jour provisoire (IPCC-LIII(bis)/Doc.1) et la proposition d'organisation des travaux (IPCC-LIII(bis)/INF.15), mettant en exergue ces documents élaborés sur la base des consultations du Secrétariat avec les correspondants nationaux du GIEC. Il a décrit l'organisation des travaux suggérée:

- Adoption du projet de procès-verbal de la GIEC-52;
- Examen des principes régissant les travaux du GIEC;
- Examen des Rapports d'activité des trois Groupes de travail, du RS du RE6, du Groupe de travail sur les inventaires, du Groupe de travail sur les données, ainsi que diverses autres activités du GIEC; et
- Examen du Calendrier de planification stratégique du RE6.

L'Arabie saoudite, réitérant son opposition permanente à la prise de décisions dans le cadre de sessions virtuelles, a demandé de retirer l'examen des procédures de l'ordre du jour et d'ajouter l'admission d'organisations ayant statut d'observateur.

La République de Corée a signalé que les discussions virtuelles ne garantissaient pas la participation simultanée de tous les pays, soulignant des difficultés techniques et des problèmes de fuseau horaire. Le Coprésident du GT III, Jim Skea, a appelé à une vision équilibrée des avantages et des inconvénients des réunions en présentiel et en virtuel. Il a précisé que les réunions en présentiel présentent également des défis, notamment les problèmes de visa, la taille de la délégation et la participation aux heures supplémentaires. Ramón Pichs-Madruga, Vice-Président du GIEC, a souligné les difficultés techniques limitant la pleine participation de nombreux pays en développement et a déclaré que les réunions virtuelles, qui devraient être considérées comme une «solution de dernier recours», ne sont pas un contexte propice pour aborder des questions délicates.

L'Afrique du Sud, le Kenya, la Zambie et la Namibie ont souligné la nécessité de respecter les Principes régissant les travaux du GIEC, en particulier le paragraphe 13 qui appelle à rendre les documents disponibles au moins quatre semaines avant une réunion, soulignant que leurs délégations n'ont pas eu suffisamment de temps pour la coordination nationale. Mokssit a souligné les défis liés à l'optimisation du calendrier des réunions, notant que la 60^e réunion du Bureau du GIEC n'a eu lieu que la semaine précédant la réunion plénière, mais a indiqué que le Secrétariat redoublerait d'efforts pour se conformer à la règle des quatre semaines. Les délégations ont reconnu les circonstances difficiles provoquées par la pandémie et se sont félicitées du travail du Secrétariat.

Plusieurs délégations ont souhaité savoir pourquoi le nombre des articles à l'ordre du jour a été augmenté par rapport à une

indication initiale de seulement trois articles. Mokssit a expliqué que les consultations avec les correspondants nationaux ont montré une image mitigée, avec un intérêt égal pour le calendrier de planification stratégique et pour l'examen des principes, outre de nombreuses demandes de traitement des rapports d'étape.

La République de Corée, appuyée par l'Inde, a averti que les discussions sur l'examen des principes régissant les travaux du GIEC ne devraient pas aboutir à une conclusion claire lors de cette réunion, appelant à des discussions axées sur la planification de la session d'approbation du RE6. La Suède a appelé à clarifier la manière dont la revue des principes sera poursuivie, s'ils ne sont pas examinés à cette session. L'Afrique du Sud a souligné que certains rapports d'étape contiennent des éléments qui méritent davantage que des communications écrites, soulignant notamment les considérations de dotation en personnel décrites dans le rapport d'étape sur les activités de communication et de sensibilisation.

Les délégations ont convergé pour souligner l'importance du calendrier de planification stratégique pour le RE6.

Décision finale: Dans sa décision (IPCC-LIII(bis)-1), le Groupe d'experts a adopté l'ordre du jour contenu dans le document IPCC-LIII(bis)/Doc.1, Rev.1:

- Projet de rapport IPCC-52;
- Calendrier de planification stratégique du RE6;
- Rapports d'étape sur: Le GT I, le GT II, le GT III, le RS, TDP, le Groupe de travail sur les données, les activités de communication, le Groupe informel sur les publications, l'Équipe d'action pour l'égalité des genres, le personnel du Secrétariat et les questions relatives à la CCNUCC et à d'autres organismes internationaux;
- Admission d'organisations ayant statut d'observateur; et
- Date et lieu de la GIEC-54.

Approbation du projet de rapport de la 52^e session du GIEC

Lundi, le Secrétaire Mokssit a présenté le projet de rapport de la GIEC-52 (IPCC-LIII(bis)/Doc. 2, Corr. 1), notant que le Secrétariat avait reçu et traité un commentaire écrit de l'Iran. L'Inde a déploré que deux membres de la délégation indienne soient absents de la liste des participants. Le délégué a également souligné qu'une fois qu'un consensus final est atteint, il ne serait pas nécessaire d'énumérer les points de vue convergents ou divergents dans le rapport, et a demandé de modifier plusieurs de ces exemples dans les sections 5 (aperçu du RS du RE6) et 6 (organisation des travaux futurs du GIEC à la lumière du bilan mondial de la CCNUCC) dans le rapport final de la réunion. Le Brésil a déclaré que le rapport ne rendait pas compte des préoccupations soulevées au sujet des activités conjointes entre le GIEC et la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). La Suisse a soutenu l'idée que le rapport devrait plutôt consigner un ensemble de décisions consensuelles que rendre compte des discussions, et a suggéré de ne pas nommer de pays dans les futurs rapports. Le Secrétaire Mokssit a demandé aux délégués de soumettre les points qu'ils ont soulevés par écrit pour aider le processus de révision.

Samedi, le Président du GIEC Lee a présenté une version révisée du projet de rapport de la GIEC-52. L'Inde, se félicitant des changements apportés, a demandé des éclaircissements sur le traitement différent du texte dans les sections 5 et 6, contenant des listes de positions de pays, et a souligné sa préoccupation quant

à la représentation incomplète et déséquilibrée des vues dans la section 6. Le Secrétaire Mokssit a expliqué que les modifications suggérées ont été faites pour assurer la cohérence. Le Président Lee a proposé de consigner les préoccupations de l'Inde dans le rapport de la GIEC-53 bis.

Décision finale: Dans sa décision IPCC-LIII(bis)-3, le Groupe d'expert approuve le rapport de la GIEC-52 (IPCC-LIII(bis)/Doc.2, Corr.1), avec des amendements au titre des points 5, 6, 11 de l'ordre du jour, et une correction dans la liste des participants figurant à l'annexe 2.

Les Rapports d'étape

Groupe de travail I: Lundi, Valérie Masson-Delmotte, Coprésidente du GT I, a présenté le rapport d'activité du GT I (IPCC-LIII(bis)/ INF.1). Elle a annoncé que le projet pour la distribution finale du gouvernement venait d'être finalisé et a invité les gouvernements à participer à l'examen à partir du 3 mai 2021, signalant que le GT I organiserait des sessions non officielles de questions et réponses durant la période d'examen. Elle a indiqué que le Groupe de travail est actuellement en train d'élaborer le projet de résumé technique et de RDP.

Elle a décrit les mesures prises pour passer à un mode de travail purement virtuel et assurer une large participation inclusive. Elle a souligné la réussite de l'examen de l'ébauche de deuxième ordre (EDO) avec plus de 50 000 observations émanant de plus de 1 200 examinateurs, notant que cela représente une augmentation de 60% par rapport au cinquième rapport d'évaluation (RE5). Elle a déclaré que la prise de décision dans un contexte virtuel prend plus de temps, soulignant que cela permet également une participation accrue des collègues des GT II et III et un travail conjoint sur des questions transversales, telles que les mesures anti-émissions, les émulateurs, les cadres et scénarios de risque ou le glossaire.

Le Coprésident du GT I, Panmao Zhai, a souligné l'excellent esprit de coopération et a exprimé sa gratitude aux auteurs, aux membres du Bureau et au personnel de l'UAT pour leurs efforts.

Au cours du débat qui a suivi, plusieurs délégués ont exprimé leur gratitude aux auteurs pour leurs efforts considérables et leur souplesse dans l'ajustement de leur mode de fonctionnement afin de minimiser les retards liés à la pandémie. Le Venezuela, appuyé par le Nicaragua, s'est déclaré préoccupé par les sanctions prises à l'encontre de son pays, notant que celles-ci avaient un impact sur la capacité du Venezuela à contribuer au RE6. L'Inde et l'Arabie saoudite ont demandé: une plus grande attention à la traçabilité entre les résumés produits et les conclusions du rapport sous-jacent; et une prise en compte des enseignements tirés des sessions d'approbation précédentes, y compris une meilleure représentation des produits gouvernementaux dans les évaluations, en évitant les biais de sélection et en n'assimilant pas le nombre d'études à des idées, en particulier lors de la synthèse des résultats qualitatifs. Ils ont également appelé le GT I à se concentrer sur les sciences physiques, en évitant les questions d'ordre politique et socio-économique. L'Inde a déploré que les scénarios sélectionnés soient fondés sur une gamme étroite de paramètres et n'appréhendent pas suffisamment l'espace des solutions.

La Coprésidente Masson-Delmotte a souligné le travail de synthèse effectué dans le résumé technique du GT I pour intégrer plusieurs sources de données, et a confirmé que le GT I doit se concentrer sur la réponse physique à un large éventail de scénarios d'émissions, tandis que les caractéristiques des

scénarios sous-jacents sont abordées dans le GT III et le RS. Elle a souligné que la diversité géographique des auteurs des GT est un atout majeur pour la qualité du rapport et a souligné une large participation à l'élaboration de projections de scénarios. Elle a mis en exergue le traitement des données régionales et de la nouvelle version interactive de l'Atlas des projections climatiques mondiales et régionales comme étant des avancées majeures par rapport au RE5.

Le Groupe a pris note du rapport d'activité.

Groupe de travail II: Mardi, Debra Roberts, Coprésidente du GT II, a présenté le rapport d'étape (IPCC-LIII(bis)/ INF.4), indiquant une série de réunions virtuelles durant l'élaboration de l'EDO du GT II. Elle a décrit les principales activités, y compris un atelier conjoint GIEC-IPBES sur la biodiversité et le changement climatique, tenu en décembre 2020, et les préparatifs d'une réunion sur le patrimoine culturel et le changement climatique, qui sera organisée conjointement avec le Conseil international des monuments et des sites et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Elle a donné des détails sur les activités visant à impliquer des scientifiques en début de carrière dans le GIEC et sur les événements médiatiques virtuels. Le Coprésident du GT II, Hans-Otto Pörtner, a mis en exergue les retentissements de la pandémie pour les auteurs, le Bureau et l'UAP, et a discuté des modifications dans le déroulement du programme et dans le calendrier préliminaire.

Les discussions qui ont suivi ont porté sur l'atelier GIEC-IPBES, le Brésil, appuyé par l'Inde et la Chine, demandant des éclaircissements sur l'ordre du jour et la liste des participants, les activités de sensibilisation prévues et la nature du rapport de l'atelier. Le délégué a souligné qu'un rapport scientifique n'était pas le résultat escompté et a demandé une plus grande transparence et une participation accrue des gouvernements dans des questions couvrant différents forums multilatéraux. Les Coprésidents ont précisé que les procédures du GIEC ont été suivies dans l'organisation de l'atelier et que des données détaillées seront mises à la disposition des gouvernements.

L'Indonésie a appelé à une plus grande clarté dans le RDP, en se concentrant sur une idée par paragraphe et en évitant les termes trop techniques. Le délégué a souligné la nécessité de mieux prendre en considération la littérature produite par les chercheurs de l'hémisphère sud et de mieux expliquer les sections peu convaincantes.

D'autres points de discussion concernaient: une représentation équilibrée de la littérature; une désignation correcte des juridictions dans le texte et les graphiques; et la cohérence, la traçabilité et le cadrage des produits de synthèse.

Le Président du GIEC Lee et les coprésidents du GT II ont assuré les gouvernements du respect des normes des Nations Unies dans toutes les spécifications géographiques, et que toutes les observations des gouvernements seront prises en compte avec diligence lors de la prochaine révision de l'EDO.

Le Groupe d'experts a pris note du rapport.

Groupe de travail III: Mardi, le Coprésident du GT III, Jim Skea, a présenté le rapport d'étape (IPCC-LIII(bis)/ INF.2). Il a souligné la valeur des séances des parties prenantes menées avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales et le secteur de l'entreprise au cours de l'examen de l'ébauche de deuxième ordre. Soulignant que le Groupe de travail devait tenir ses troisième et quatrième réunions des auteurs principaux en ligne, il a indiqué que le calendrier de réalisation des produits du

Groupe de travail III pourrait devoir être ajusté pour faire face aux retards liés à la pandémie, chose qui affectera également le calendrier du Groupe de travail II et le RS pour éviter le chevauchement des périodes d'examen. La Coprésidente du GT III, Priyadarshi Shukla, a précisé que les Coprésidents continueront à assurer la liaison avec les auteurs et qu'ils soumettront une proposition au Comité exécutif (Com Ex) d'ici la première semaine d'avril.

Plusieurs délégations africaines ont demandé de ventiler les données groupées des pays d'Afrique et du Moyen-Orient, soulignant la nécessité de fournir une représentation précise des émissions du continent.

La Chine a appelé à une différenciation entre pays développés et pays en développement, conformément à la CCNUCC; et à plus d'équilibre dans les calculs sur les fuites de carbone et dans les budgets carbone.

L'Arabie saoudite a remis en question l'accent placé sur certaines mesures politiques, soulignant que le GIEC ne devrait pas être normatif. L'Inde a interrogé l'importance attribuée aux voies socio-économiques partagées ces dernières années, et a souligné que les points de vue des pays sont divergents sur des questions telles que les voies de développement, les marchés du carbone ou le rôle alimentaire et culturel de la viande et des produits laitiers.

Parmi les autres préoccupations exprimées figuraient: les références à un lien entre la corruption et les politiques climatiques; l'importance des solutions fondées sur la nature, plusieurs délégations soulignant l'absence d'une définition convenue; et une prévalence d'auto-citations d'auteurs dans certains chapitres.

Soulignant que le GIEC s'appuie sur des données fournies par d'autres instances et dépend donc de leurs classifications régionales intégrées, le Coprésident Skea a déclaré que des efforts seront fournis pour identifier des données désagrégées permettant de considérer l'Afrique comme une unité en termes d'émissions. Il a pris note de toutes les observations, soulignant que les Coprésidents les transmettront aux auteurs et que toutes recevront une attention particulière.

Le Groupe d'experts a pris note du rapport.

Rapport de synthèse: Le Président du GIEC Lee a présenté un rapport sur les progrès accomplis dans l'élaboration du RS du RE6 (IPCC-LIII(bis)/ INF.3). Il a présenté Noémie Leprince-Ringuet en tant que Cheffe de l'unité d'appui technique du RS, précisant qu'elle a pris ses fonctions en juillet 2020, et a souligné que l'équipe de rédaction principale du RS (ERP) et le comité de pilotage scientifique (CPS) ont été établis et fonctionnent bien.

Leprince-Ringuet a parlé des avancées accomplies par l'ERP et le CPS du RS. Elle a évoqué les activités préliminaires informelles menées en 2020 visant à améliorer la compréhension générale des membres de l'ERP du rôle du RS et à explorer les options pour optimiser la pertinence politique du rapport. Elle a noté qu'une première réunion de l'ERP a eu lieu en janvier 2021, réunion qui, entre autres, a abordé la structure narrative des sections du RS et identifié des thèmes transversaux, y compris la COVID-19, et l'équité et les transitions justes. Elle a déclaré que des équipes de section et des modérateurs ont été nommés, que le CPS du RS a tenu un total de huit réunions et a partagé des plans pour un avant-projet de RS qui sera prêt pour examen interne d'ici le 21 mai 2021.

Au cours du débat qui a suivi, la République de Corée a souligné l'importance du RS pour le processus politique et a

appelé à son adoption en temps opportun, demandant d'éviter le chevauchement des périodes d'examen, conformément aux procédures du GIEC. Plusieurs délégations ont mentionné des problèmes de calendrier, notant qu'elles reprendront cette question lors des discussions sur le calendrier de planification stratégique du RE6.

Le Royaume-Uni s'est félicité des progrès accomplis et des mesures prises pour intégrer les travaux dans le RS et les groupes de travail, et s'est enquis de l'état du recrutement du personnel d'appui de l'UAT. La Suisse a rappelé son invitation à accueillir la plénière d'adoption du RS en mode présentiel à Genève.

Répondant à une demande de clarification de l'Inde, Leprince-Ringuet a expliqué que le but de l'identification des thèmes transversaux est d'assurer la cohérence du rapport. Le Président du GIEC, Lee, a indiqué que le recrutement de personnel technique supplémentaire est en cours.

Le Groupe a pris note du rapport d'activité.

Groupe de travail sur les inventaires nationaux de gaz à effet de serre: Mardi, Kiyoto Tanabe, Coprésident du GTI, a présenté le rapport d'étape (IPCC-LIII(bis)/INF.5). Il a parlé des travaux en cours sur les FCCD, faisant état des travaux initiaux sur la compilation des catégories de sources et de l'analyse préliminaire des méthodologies de recherche disponibles. Il a déclaré que les réunions d'experts sur les FCCD prévues pour 2020 ont dû être retardées en raison de la pandémie et sont désormais prévues pour septembre et octobre 2021. Il a décrit les activités liées à la mise à niveau du logiciel d'inventaire, y compris la collecte de données sur l'agriculture, la foresterie et d'autres utilisations des terres, et a mis en exergue la publication d'une version mise à jour de la base de données des facteurs d'émission en novembre 2020, notant les efforts visant à améliorer la convivialité.

Le Groupe d'experts a pris note du rapport.

Groupe de travail sur la prise en charge des données pour les évaluations du changement climatique (GT-Données): Vendredi, Sebastian Vicuña, Coprésident du GT-Données, a présenté le rapport d'étape (IPCC-LIII(bis)/INF.6, Rev.3), soulignant les activités poursuivies en mode virtuel avec des progrès considérables. Il a évoqué une feuille de route élaborée par le sous-groupe chargé de la sensibilisation et des pages Web; a noté que le stockage des données dans les archives à long terme est en cours; et a signalé un accord sur des protocoles détaillés conclu avec des centres de diffusion de données au Royaume-Uni, en Allemagne et aux États-Unis. Il a évoqué les problèmes liés à la pratique actuelle des licences, notamment en ce qui concerne la réutilisation, et a recommandé un agrément des données sous la licence 'Creative Commons Attribution 4.0 International', partout où cela ne porte pas atteinte aux intérêts des titulaires de licence concernés. Cette licence, a-t-il noté, permet une utilisation sans restriction, mais nécessite une attribution appropriée et fournit des informations claires sur les modifications apportées.

Le Groupe d'experts a pris note du rapport.

Activités de communication et de sensibilisation: Samedi, Jonathan Lynn, chargé de la communication et des relations du GIEC avec les médias, a présenté le rapport d'étape (IPCC-LIII(bis)/INF.11, /INF.12 et /INF.13), précisant que le groupe de communication a examiné la stratégie de communication à la demande du Comité exécutif. Comme modifications pouvant être adoptées sans autre discussions, il a cité: l'élargissement des objectifs de communication pour couvrir d'autres aspects du travail du GIEC, tels que la question du genre; l'appui des

activités proactives, telles que la rédaction d'éditions d'opinion; l'ajout des jeunes en tant que public cible; la reconnaissance de la valeur des spécialistes de la communication dans les UAT; le soulignement de l'importance du site Web du GIEC et des médias sociaux; et le renforcement de la diffusion télévisée.

Il a accueilli favorablement les observations écrites reçues de la Suède sur le renforcement du rôle des correspondants nationaux pour cibler la communication dans différents contextes nationaux, ainsi que sur l'évaluation de l'impact des activités de communication. Répondant à une observation écrite de la France, il a souligné que les ajustements ayant des implications financières seront soumis au Groupe d'experts pour examen lors d'une prochaine session où le budget est à l'ordre du jour.

Le Kenya, appuyé par l'Afrique du Sud, a souligné que les décisions en matière de dotation devraient être prises par le Groupe d'experts. La déléguée a demandé des éclaircissements sur la justification de la prorogation du contrat du chef des communications au-delà de l'âge de la retraite obligatoire, sans prolonger le contrat du fonctionnaire chargé d'appuyer les préparatifs de voyages des pays en développement. L'Afrique du Sud a souligné le rôle des correspondants nationaux pour la communication dans les langues locales. L'Allemagne a appelé à examiner les modifications introduites dans la stratégie de communication lors d'une réunion physique, sans qu'aucune décision formelle ne soit prise à cette session.

Faisant état d'une augmentation des demandes de communication, Lynn a assuré que des informations détaillées sur les implications en matière de dotation seraient soumises pour examen lors d'une prochaine session du Groupe d'experts. Il a souligné la division du travail entre les spécialistes de la communication de l'UAP qui s'occupent des auteurs et l'équipe du Secrétariat qui s'occupe du système des Nations Unies au sens large et des médias en général.

Le Groupe d'experts a pris note du rapport.

Groupe informel sur les publications: Samedi, Jim Skea, Président du Groupe informel sur les publications, a présenté le rapport d'étape (GIEC-LIII(bis)/INF.8), rappelant que le Groupe a été créé en 2019 pour élaborer des conseils sur les processus de gestion de la publication des rapports du GIEC, y compris la préparation et la conduite des processus de passation des marchés et la gestion des données de citation. Il a souligné les défis découlant du manque de procédures convenues, notant le manque de clarté sur le fonctionnement du protocole d'erreur et sur la question de savoir si la copie numérique ou imprimée du rapport est le document de référence, signalant que les trois rapports spéciaux AR6 n'ont pas encore été imprimés. Il a souligné que l'absence d'identificateurs d'objets numériques (ION) et l'insertion des rapports du GIEC dans les bases de données de citations sont des préoccupations majeures pour les scientifiques, car cela empêche le crédit et la reconnaissance appropriés de leurs travaux.

Comme principales recommandations pour l'élaboration d'orientations écrites devant être approuvées par le Bureau, il a souligné, entre autres: le besoin qu'une version numérique des rapports du GIEC soit rendue publique dans les deux jours ouvrables suivant l'approbation respective du RDP; qu'un texte entièrement formaté doit être envoyé aux imprimeurs / éditeurs dans les six mois suivant l'approbation; que les versions numériques publiées ne doivent pas être modifiées, mais que le fonctionnement du protocole d'erreur doit être enregistré sur le site Web; et qu'un comité de publication devrait être créé pour

chaque cycle d'évaluation pour donner des avis sur l'achat de services d'impression et d'édition.

Skea a souligné que le Groupe n'a pas suffisamment de temps pour examiner la question de la traduction des rapports dans d'autres langues des Nations Unies, invitant le Bureau à proroger le mandat du Groupe.

La France, avec l'Espagne et l'Irlande, a appuyé la prorogation du mandat du Groupe pour traiter les questions de traduction et a déclaré que les recommandations devraient être formulées avant la session d'approbation du GT I. Le délégué des Pays-Bas a souligné l'importance d'attribuer un ION pour garantir le crédit des auteurs et a encouragé l'impression des rapports spéciaux dès que possible. Répondant à une question de la Suisse, le Président Skea a souligné la recommandation stipulant sans ambiguïté que les rapports soient publiés en ligne dans les deux jours suivant leur approbation, le membre du Bureau Andreas Frischlin précisant que l'attribution des ION n'est pas un obstacle à une publication rapide.

Le Groupe d'experts a pris note du rapport.

Équipe d'action pour l'égalité des genres: Samedi, Ko Barrett, Président de l'équipe d'action pour l'égalité de genre (EAG), a présenté le rapport d'étape (IPCC-LIII (bis) /INF.7). Elle a rappelé que le GIEC-47 a établi un groupe de travail chargé d'élaborer un cadre d'objectifs et d'actions pour améliorer l'équilibre entre les genres et traiter les questions qui y sont liées au sein du GIEC, et a créé un deuxième groupe de travail sur la politique de genre et le plan de mise en œuvre du genre (GT-Genre), à la GIEC-49. Elle a noté que l'EAG, établi à la GIEC-52, est chargé de la mise en œuvre de la politique de genre et du plan de mise en œuvre y afférent, adoptés à la même session. Elle a souligné que le travail de l'EAG avait été retardé par le début de la pandémie, mais qu'à la réunion du Comité exécutif en novembre 2020, le Secrétariat a présenté les étapes nécessaires pour rendre opérationnel l'EAG et a invité le PNUE et l'OMM à désigner des membres de l'EAG. Elle a souligné qu'une première réunion de l'EAG a été organisée début 2021 et qu'une deuxième réunion sera convoquée prochainement. Elle a pris note, avec satisfaction, des observations en faveur de l'égalité des genres.

La France, la Suède et le Royaume-Uni ont exprimé leur gratitude au Secrétariat et à l'EAG pour les mesures prises pour développer cet important travail, et ont indiqué leur soutien pour aller de l'avant.

Le Groupe d'experts a pris note du rapport.

Effectifs, rôles et besoins du Secrétariat: Le Secrétaire du GIEC, Mokssit, a présenté le rapport d'étape (IPCC-LIII(bis)/INF.9, Rev.1) sur le personnel, les rôles et les besoins, et a souligné les déplacements, les achats et la continuité durant et entre les cycles. Il a déclaré que le rapport résume la présentation orale faite à la 59^e session du Bureau et présente des options pour améliorer la dotation en personnel à la lumière des besoins actuels et futurs. Il a décrit les options à court terme pour combler les graves lacunes, ainsi que les efforts en cours pour pourvoir les postes vacants et renforcer le rôle et les capacités des IT.

Il a évoqué un projet de décision proposé dans le rapport intérimaire, invitant le Groupe à explorer la possibilité d'utiliser la Plate-forme des services communs de l'OMM pour gérer les voyages du GIEC; invitant les donateurs à apporter leur soutien dans le cadre du programme des administrateurs auxiliaires, comme solution à court et moyen terme; et envisageant le recours à des consultants, à la prochaine session plénière, pour traiter des questions budgétaires.

Mokssit a souligné que le RE6 est le cycle le plus ambitieux de l'histoire du GIEC, avec des pressions intensifiées par la pandémie de COVID-19, notant que cela augmentait la charge de travail du Secrétariat du GIEC, tandis que les effectifs restaient inchangés.

La Norvège, la France, l'Allemagne, la Hongrie et la Suède ont exprimé leur gratitude au Secrétariat pour son travail acharné dans les moments difficiles et ont appuyé la proposition, suggérant qu'une mise à jour soit fournie à la prochaine session plénière. Ils ont souligné le travail remarquable sur les réunions virtuelles et les communications et ont demandé que des ressources appropriées soient fournies au groupe informatique, y compris une promotion du responsable informatique, et que les postes vacants soient pourvus. Apportant son appui à cet avis, la Vice-présidente du GT III, Diana Ürge-Vorsatz, a demandé si les ressources humaines du groupe informatique étaient suffisantes et a exhorté à accélérer la décision de l'année dernière de mettre à niveau le groupe informatique.

L'Allemagne a précisé que la prise en note d'un rapport par le Groupe d'experts n'équivaut pas à l'adoption d'une décision, même si le rapport noté contient des propositions de décisions à prendre par le Groupe d'experts, et a demandé que sa remarque soit consignée dans le procès-verbal de la réunion.

À la demande de clarification du Kenya et du Ghana sur le processus de prorogation du contrat de l'actuel chef de la communication et sur le moment où le poste vacant sur le soutien aux voyages serait pourvu, le Secrétaire Mokssit a répondu que le contrat du chef de la communication avait été prorogé pour assurer la continuité et éviter une lacune pendant la pandémie.

Mokssit a souligné l'acceptation par l'OMM, cette semaine, de la création d'un poste P1 et du reclassement d'un poste existant en P4, comme l'avait décidé la GIEC-52. Il a précisé que les décisions de dotation en personnel sont fondées sur un examen attentif des besoins identifiés et des implications budgétaires, notant que le Secrétariat sollicitera l'approbation de la plénière pour tout plan ayant des implications budgétaires.

Le Groupe d'experts a pris note du rapport.

Questions relatives à la CCNUCC et à d'autres organes internationaux: Florin Vladu, Secrétaire de la CCNUCC, a présenté un rapport d'étape (IPCC-LIII(bis)/INF.14) donnant un aperçu des activités de collaboration entre le GIEC et la CCNUCC depuis la GIEC-52, ainsi qu'un bref aperçu des plans pour 2021. Il a mentionné la dynamique de juin pour le changement climatique, où les Coprésidents du GT, Masson-Delmotte et Skea, avec le Vice-président du GIEC, Youba Sokona, ont décrit les impacts de la COVID-19 sur le travail des scientifiques sur les produits du RE6 et sur le changement climatique. Il a fait mention d'une réunion conjointe en ligne qui a eu lieu en septembre, notant qu'elle a abordé la manière de synchroniser les processus et diverses implications du retard dans l'achèvement des rapports du GIEC pour l'examen périodique et le bilan mondial (BM). Il a également évoqué, entre autres, les dialogues sur le changement climatique qui ont eu lieu en novembre 2020, soulignant que: 17 experts du GIEC ont présenté les conclusions des trois rapports spéciaux du RE6 au dialogue structuré d'experts (DSE); et la présence du GIEC dans le dialogue sur la recherche, portant principalement sur l'atteinte de zéro émission, ainsi que dans les dialogues sur l'océan et la terre. Il a annoncé son intention de travailler en étroite collaboration avec le GIEC sur les événements à venir, tels que la 2^e réunion du DSE, et a exprimé sa gratitude au GIEC pour sa contribution.

Le Groupe d'experts a pris note du rapport.

Admission d'organisations observatrices

Samedi, la Juriste du GIEC, Jennifer Lew Schneider, a présenté les huit organisations sollicitant le statut d'observateur (IPCC-LIII (bis)/Doc. 3), soulignant que le Bureau considérerait favorablement ces demandes.

Décision finale: Dans sa décision (IPCC-LIII(bis)-4), le Groupe d'experts accorde aux organisations suivantes le statut d'observateur au sein du GIEC: l'Association européenne des économistes de l'environnement et des ressources; le Consortium européen des infrastructures de recherche et du système intégré d'observation du carbone; le Conseil circumpolaire inuit; l'Agence des enquêtes environnementales; l'Académie africaine des sciences; l'Association actuarielle internationale; le Bureau d'éducation climatique; et le Centre d'études et de recherches pétrolières du roi Abdallah.

Calendrier de planification stratégique du RE6

Session d'approbation du GT I: Mardi, la Secrétaire adjointe du GIEC, Ermira Fida, a présenté un aperçu des implications possibles de la COVID-19 sur les sessions plénières du GIEC et la réponse proposée (GIEC-LIII (bis)/Doc.4, Rev.1 et GIEC-LIII(bis)/INF.10, Rev.1). Elle a précisé que les jalons approuvés pour les contributions du GT au RE6 ont été ajustés de 4 à 5 mois par rapport à ce qui avait été initialement décidé et que d'autres ajustements pourraient être nécessaires à la lumière des retards possibles du GT III et de la situation volatile de la pandémie. Elle a présenté des options pour la session d'approbation du GT I en juillet ou août 2021, faisant référence aux options 1, 2 et 1+2 figurant dans la note d'information. Comparant les options, elle a souligné la nécessité de prendre en compte: la prolongation du temps nécessaire pour mener virtuellement les discussions; l'évitement des chevauchements entre les examens; et la prise en compte des vacances, qui limitent la disponibilité des auteurs et des délégués. Elle a présenté la possibilité d'arrangements hybrides, combinant des contributions écrites, des discussions virtuelles et des réunions physiques décentralisées au niveau régional. Considérant le processus du RE6 dans son ensemble, elle a souligné la souplesse du calendrier du GT II, et la possibilité d'avancer l'approbation de trois semaines si nécessaire. Elle a précisé que les modifications de calendrier sont provisoires et qu'elles pourraient nécessiter une nouvelle révision, et a invité le Groupe d'experts à fournir des orientations sur les délais provisoires.

Jeudi, les discussions sur le calendrier de planification stratégique (CPS) du RE6 se sont poursuivies. Le Président du GIEC, Lee, a souligné les efforts en cours entre le Secrétariat, les Coprésidents du GT et les UAP pour réviser le CPS.

L'Arabie saoudite, appuyée par la Chine, a déploré que la présentation du Secrétariat ne développe pas l'option 3 proposée dans la note d'information pour retarder l'approbation jusqu'à ce qu'une réunion physique soit possible, et a demandé que la plénière reçoive l'analyse du Secrétariat sur la légalité des réunions virtuelles, telles que présentées au Bureau.

La Secrétaire adjointe, Fida, a souligné que son exposé s'était concentré sur la manière dont la proposition du Secrétariat s'appuyait sur les options 1 et 2, en incorporant les avantages des deux. Elle a également fait état de préoccupations importantes concernant l'option 3 et a souligné que le document d'information rendait également compte des points de vue échangés lors de la réunion du Bureau. Elle a précisé qu'un résumé de la déclaration adressée au Bureau sur les aspects juridiques des réunions virtuelles avait été inclus dans l'amendement au document IPCC-

LIII/INF.10, Rev. 1, en particulier dans la section 2.3 sur les considérations supplémentaires.

Comme requis, le juriste du GIEC, Lew Schneider, a lu la déclaration sur les considérations juridiques relatives aux séances plénières virtuelles et aux sessions d'approbation, qui souligne la nécessité de garantir que les principes du GIEC, en particulier en ce qui concerne l'égalité de représentation, soient respectés compte tenu de la possibilité d'une fracture numérique, et que les réunions électroniques assurent des processus équitables, inclusifs et transparents.

L'Allemagne, avec le Luxembourg et les États-Unis, a souligné l'importance d'organiser la session plénière du GT I comme prévu en juillet-août de l'année en cours. Les délégués ont souligné: que le report serait un signal désastreux pour les auteurs et pour le monde; les effets sur le reste du calendrier AR6; et la disponibilité future des auteurs et des Coprésidents.

L'Allemagne a suggéré que le Secrétariat détermine les pays et les délégués qui ont besoin d'un soutien et s'attaque à ces difficultés en utilisant les ressources du Fonds d'affectation spéciale qui ne sont pas nécessaires pour le moment pour les voyages et les réunions en mode présentiel. Il a appelé à envisager une prolongation des sessions d'approbation par rapport à la semaine habituelle et a exhorté le GT I à garder le RDP aussi concis que possible.

L'Arabie saoudite a attiré l'attention des délégués sur les défis des pays en développement par-delà les questions de connectivité, et a souligné la nécessité d'avoir un rapport équilibré et approuvé qui soit juridiquement valide. Le délégué a souligné le risque de voir les rapports être contestés s'ils ne sont pas approuvés conformément aux principes du GIEC, et a plaidé pour reporter la prise de décision jusqu'à ce que des réunions en mode présentiel soient de nouveau possibles.

Le Luxembourg a noté que de nombreux organes des Nations Unies - y compris l'OMM et le PNUE - sont en mode de prise de décision virtuelle, et a souligné la récente réunion virtuelle de l'OMM avec une participation record et un temps de parole équilibré. Il a encouragé les Coprésidents du GT I à s'engager avec les parties prenantes dans des formats similaires aux sessions de questions et réponses (Q&R) organisées par le GT III, et a suggéré d'autoriser des observations écrites sur PaperSmart durant les sessions d'approbation.

La déléguée de Saint-Kitts-et-Nevis a souligné la nécessité d'honorer le travail exceptionnel des auteurs et d'identifier un moyen de mener une session d'approbation virtuelle, soulignant que, bien que les PEID soient confrontés, entre autres, à d'importants problèmes de connectivité, ils sont prêts à faire avancer les travaux critiques du GIEC. Elle a appelé à sortir des sentiers battus et à profiter des enseignements tirés par l'OMM et le PNUE.

La Coprésidente du GT I, Masson-Delmotte, a rappelé aux délégués l'existence d'une enquête en cours sur l'amélioration de la clarté des chiffres du GT I pour le RDP et a confirmé que le GT I a l'intention d'accueillir des sessions informelles vers la mi-juin, précisant que celles-ci seraient tenues plusieurs fois pour tenir compte des zones horaires et que les enregistrements de l'exposé du GT I seraient mis en ligne. Elle a indiqué que seules les observations écrites seront officiellement prises en compte dans l'élaboration du rapport, conformément à la procédure du GIEC.

Elle a indiqué qu'après avoir consacré tout son temps au GIEC depuis 2015 avec l'appui gracieux de son institution d'origine, elle a des obligations futures en tant que chercheuse qui l'empêchent

d'être disponible pour une prolongation du cycle du RR6. Elle a souligné que les scientifiques poursuivaient leurs travaux sur l'avancement des rapports du GIEC, même au risque d'épuisement professionnel, et a appelé les gouvernements à trouver un moyen de faire de même, notant le risque de désengagement des auteurs des futurs rapports d'évaluation. Elle a sollicité des suggestions sur les options pour améliorer la participation et l'inclusion dans un processus hybride.

Le Japon a appelé à permettre la nomination d'un plus grand nombre de délégués par pays, afin de mieux s'adapter aux défis de fuseau horaire des réunions virtuelles.

L'Inde a souligné que la situation pandémique n'était pas sa principale source de préoccupation mais plutôt la manière dont les auteurs abordent les préoccupations gouvernementales.

Le Canada a souligné que les séances de questions-réponses avec le groupe de travail devraient être informelles et, avec la Norvège, a appelé à définir une «fin ferme» à la session d'approbation virtuelle, qui, a-t-il souligné, doit demeurer inclusive.

Le Venezuela a souligné la nécessité de faire progresser les travaux du GIEC nonobstant la pandémie, faisant état du calendrier incertain de vaccination dans de nombreux pays. La déléguée a souligné la nécessité de soutenir les pays en développement confrontés à des problèmes de connectivité Internet.

Plusieurs délégations ont fait écho au soutien de l'option 1+2 et ont souligné la nécessité de garantir le caractère inclusif.

Le Royaume-Uni a souligné l'objectif commun des délégations de produire des rapports de qualité. La déléguée a mis en garde contre l'érosion de la bonne volonté des scientifiques qui donnent de leur temps et, avec la Suisse, a indiqué que le Secrétariat devrait recueillir les points de vue des correspondants nationaux sur les possibilités d'améliorer l'inclusion. L'Australie s'est déclarée confiante que les Coprésidents et le Bureau du GTI, en consultation avec le Secrétariat, seront chargés de l'organisation de la réunion d'approbation d'une manière inclusive.

Le Vice-président du GIEC, Sergei Semenov, a fait écho à une déclaration faite par la Fédération de Russie la veille, précisant que l'accent devrait être mis sur la détermination du format d'approbation du GT I, mais en reportant les décisions sur les autres sessions d'approbation pour mieux s'adapter à la pandémie.

Le délégué de la Trinité-et-Tobago s'est joint à l'appel pour une session hybride d'approbation du GT I en juillet, mais a averti que ces solutions innovantes pendant la pandémie ne devraient pas être un précédent pour que le GIEC passe à des réunions virtuelles.

Vendredi, et tôt samedi, les délégués ont continué à échanger leurs points de vue sur les modalités de la session d'approbation du rapport du GT I, de nombreuses délégations plaidant en faveur de la tenue de la session d'approbation, comme prévu, en juillet-août 2021, en utilisant des dispositions virtuelles.

Pour soutenir la participation des pays en développement, la Belgique a proposé que le Secrétariat explore les façons dont les institutions des Nations Unies peuvent contribuer à faciliter l'accès; contacte l'Organisation mondiale de la santé au sujet de la vaccination préférentielle des auteurs et délégués du GIEC; et envisage de payer des indemnités journalières pendant les réunions virtuelles pour libérer les délégués des pays en développement de tâches concurrentes à domicile.

Le Mexique a proposé une voie à suivre, en fournissant une liste de points à inclure dans une décision, notant que ceux-ci préciseraient des tâches concrètes au Secrétariat pour assurer le

caractère inclusif. La déléguée a demandé au Secrétariat de fournir un projet de décision dès que possible.

L'Allemagne, les États-Unis, la Jamaïque, le Japon, la Norvège et d'autres ont appuyé le point de vue du Mexique, faisant état de leur espoir de voir une décision être adoptée à cette session, et appelant les dirigeants du GIEC à élaborer des dispositions concrètes pour une session d'approbation virtuelle et à envisager une période d'approbation prolongée de deux semaines, selon l'option 1+2 de la note d'information du Secrétariat. Les délégués ont appelé à la collecte de points de vue, durant la période intersessions, pour éclairer l'élaboration de modalités de réunion concrètes, par exemple sur la structuration de la soumission des observations lors des sessions de questions-réponses, et, comme indiqué par la Suisse, à définir un scénario étape par étape de la session.

L'Arabie saoudite et l'Inde ont fait part de leurs préoccupations au sujet des dispositions virtuelles, soulignant la nécessité de se conformer au règlement intérieur du GIEC, en particulier l'approbation ligne par ligne du RDP. Soulignant que «le RDP est la propriété du Groupe d'experts», ils ont appelé à veiller à ce que les observations des gouvernements soient correctement prises en compte. Les délégués ont également appelé à envisager l'option 3 (retarder l'approbation jusqu'à ce qu'une réunion en mode présentiel soit de nouveau possible), soulignant que la qualité du rapport est plus importante que sa publication rapide.

Soutenant une approbation virtuelle, la République de Corée, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago, la Norvège et les États-Unis ont appelé à mettre l'accent sur les circonstances exceptionnelles de la pandémie et à préciser que les modalités convenues pour l'approbation du GT I ne seraient pas reproduites sans condition lors des sessions suivantes, soulignant que les réunions devraient être menées en mode présentiel chaque fois que cela est possible.

Après avoir dressé le bilan des vues exprimées par les délégués, le Secrétariat a présenté un projet de décision et a exposé sa stratégie. Les discussions sur le projet de décision ont principalement porté sur la clarification de la répartition des responsabilités entre le Secrétariat, le Bureau du GIEC et les Coprésidents et le Bureau du GT I pour le recueil des points de vue, l'élaboration des orientations et la prise des dispositions permettant de promouvoir la transparence, le caractère inclusif et les opportunités égales lors d'une éventuelle session d'approbation virtuelle du GT I. De nombreux délégués ont souligné la nécessité de reproduire autant que possible les conditions d'une réunion physique. L'Inde a souligné sa préoccupation concernant le rôle de premier plan des Coprésidents et du Bureau du GT I dans l'élaboration de l'organisation de réunions virtuelles, signalant que cela entraînerait un écart substantiel par rapport à la procédure standard du GIEC, et a demandé que la responsabilité incombe à l'ensemble du Bureau. Les États-Unis, appuyés par le Luxembourg, ont suggéré de clarifier le rôle des Coprésidents et du bureau du GT I dans le cadre de leur mandat actuel, l'Inde exprimant sa gratitude pour la suggestion.

Une partie importante des discussions a porté sur la mise au point de la séquence des tâches relative à la mise au point des dispositions pour une réunion virtuelle, les responsabilités qui y sont associées, et pour l'évitement des redondances et l'amélioration de la clarté de la décision, notamment en ce qui concerne les termes «membres» du GIEC et «correspondants nationaux» du GIEC.

Répondant à une demande de clarification du Coprésident du GT I, Kiyoto Tanabe, le Président du GIEC, Lee, a expliqué

que, sur la base des vues exprimées par le Groupe, la portée du rapport spécial sur le FCCD aura lieu au cours du cycle du RE7.

Décision finale: Dans sa décision sur le calendrier de planification stratégique (GIEC-LIII(bis)-2.2, Rev.3), le Groupe:

- Invite le Secrétariat à solliciter les points de vue des correspondants nationaux du GIEC et du Bureau sur la manière de promouvoir la transparence, le caractère inclusif et l'égalité des chances lors d'une éventuelle session virtuelle d'approbation du GT I;
- Demande aux Coprésidents du GT I et au Bureau du GT I, conformément au règlement intérieur approuvé, de prendre les dispositions appropriées pour la tenue d'une session d'approbation à partir de juillet 2021;
- Demande aux Coprésidents du GT et au Bureau du GT I d'examiner toutes les options figurant dans la note d'information du Secrétariat sur le format possible d'une session d'approbation à la lumière de la pandémie de COVID-19, ainsi que les conseils et directives reçus de la sollicitation de points de vue, et de faire rapport sur les dispositions au Groupe, par correspondance durant la période intersessions avant la GIEC-54;
- Précise que toute disposition prise à la lumière de la pandémie de COVID-19 ne créera pas de précédent pour les futures sessions du GIEC.

Élections du bureau du RE7

Mercredi, la Juriste du GIEC, Jennifer Lew Schneider, a présenté un exposé sur les procédures d'élection du Bureau du RE7 du GIEC (IPCC-LIII(bis)/INF.16, Rev.1), précisant qu'il s'agissait d'un élément clé pour assurer une transition en douceur entre les cycles du RE6 et du RE7. Elle a souligné l'importance des Règles 7 (Composition du Bureau du GIEC et de tout Bureau de l'Équipe spéciale), 8 (Conditions de nomination) et 21 (Nominations) de l'Annexe C aux principes régissant les travaux du GIEC. Elle a donné un aperçu du temps écoulé entre l'approbation des RS lors des cycles précédents et les élections des bureaux ultérieurs, précisant que ceux-ci variaient entre 6 et 14 mois depuis la création du GIEC. Elle a décrit un calendrier pour la transition suivant le processus RE5 à RE6:

- Établir un Groupe de travail (GT) et approuver son mandat lors de l'une des prochaines sessions plénières (GIEC-54 ou GIEC-55);
- Premier rapport d'étape du GT parallèlement à l'approbation du rapport du GT II (GIEC-56);
- Deuxième rapport d'étape du GT à l'approbation du RS (GIEC-57);
- Soumission et décision finales à la GIEC-58;
- Le secrétaire envoie une invitation aux candidatures par les gouvernements après le GIEC-58.

L'Arabie saoudite a fait part de ses préoccupations, soulignant l'importance d'achever les sessions d'approbation du RE6 avant de passer au processus électoral.

Le délégué des États-Unis a souligné la nécessité d'assurer une bonne transition entre le cycle actuel et le cycle à venir et d'éviter une perte d'informations entre les UAP. Avec le Royaume-Uni et l'Allemagne, le délégué a noté un besoin limité de discussions sur les produits du RE7, soulignant l'accord permanent sur la structure triple des Groupes de travail ainsi que sur la production de rapports sur les villes et sur le FCCD. Il a proposé de tenir une discussion limitée sur la taille et la composition du Bureau au début de 2022, peut-être la veille de la session d'approbation du GT II. Il a indiqué que la lettre du

Secrétariat pourrait ensuite être publiée au cours du deuxième trimestre de 2022, soulignant que cela ouvre une fenêtre pour la tenue d'élections quatre à cinq mois après l'approbation du RS, en janvier 2023.

Le Royaume-Uni a souligné que le RE6 est un long cycle, soulignant le fardeau imposé aux auteurs et aux membres du Bureau. La déléguée a suggéré de rationaliser les travaux du GT, de fournir moins de rapports et de se concentrer uniquement sur la taille et la composition du Bureau.

L'Allemagne a appelé à la tenue d'élections dès que possible après l'approbation du RS. Pour faciliter cela, la déléguée a proposé de créer, à cette session, un GT pour travailler entre les sessions, avec mandat limité à la composition et à la taille du Bureau. Elle a précisé que cela pourrait être utile face aux défis découlant de la pandémie.

La France, la Trinité-et-Tobago, la Norvège, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, le Japon, la Suisse, le Danemark, la Suède, l'Irlande, l'Espagne, le Luxembourg, le Canada, le Mexique, l'Australie, la Nouvelle-Zélande ont fait écho à l'appel à la tenue d'élections dès que possible, et ont exprimé leur soutien aux propositions des États-Unis et du Royaume-Uni, ainsi qu'à la proposition de l'Allemagne sur le lancement d'un GT intersessions à cette session. La Trinité-et-Tobago s'est opposée au fait que ces processus soient retardés de quelque manière que ce soit qui compromettrait les principes du GIEC, et sa confiance en la capacité du Groupe à effectuer des travaux préparatoires parallèlement au processus d'approbation, soulignant que «nous pouvons marcher et mâcher de la gomme en même temps».

L'Inde et la Chine ont réaffirmé que la finalisation des produits du RE6 devrait avoir la priorité et se sont prononcées en faveur d'un ordonnancement clair des processus d'approbation et d'élection, soulignant le risque de surcharger les pays en développement. La République de Corée a mis en garde contre les risques de conflit d'intérêts découlant de la conduite simultanée des processus d'approbation et des campagnes électorales. Le Venezuela a souligné les défis rencontrés par les pays en développement dans l'environnement de travail actuel, et les questions en suspens concernant la représentation régionale au Bureau.

Le délégué des États-Unis a précisé que leur proposition n'envisage pas d'activités électorales pendant la finalisation des produits du RE6, mais qu'elle sert plutôt à favoriser une compréhension commune de la composition du Bureau; et a réitéré qu'une perte d'informations due à un retard dans le vote des nouveaux Coprésidents était un inconvénient identifié lors de la transition du 5^e au 6^e cycle d'évaluation.

Les Coprésidents des trois Groupes de travail ont fermement fait écho à la préoccupation soulevée par les États-Unis, soulignant les défis pour la mise en place de leurs travaux en raison du manque de transfert du RE5, et ont souligné qu'il serait difficile d'achever leurs tâches d'ici la fin du cycle du RE6 sans budget ou une UAP pour soutenir ce travail.

La Coprésidente du GT I, Masson-Delmotte, appuyée par la Norvège, le Danemark et le Luxembourg, a encouragé l'amélioration de l'équilibre entre les genres au sein de la direction du GIEC au cours du prochain cycle. La Coprésidente du GT II, Debra Roberts, appuyée par l'Afrique du Sud et la Norvège, a attiré l'attention sur l'importance du soutien de l'UAP nationale aux Coprésidents des pays en développement. Le Coprésident du GT I, Zhai, a souligné le besoin de temps pour absorber et utiliser les produits du RE6.

L'Inde, avec la Trinité-et-Tobago, a mis en garde contre le maintien de la continuité au détriment du caractère inclusif et de la diversité. Il a déclaré que les membres sortants appropriés recevront un soutien dans le processus électoral pour poursuivre leur travail.

Le Président du GIEC, Lee, a déclaré que les processus d'élection et du RS ne peuvent pas avoir lieu simultanément, notant que la lettre du Secrétariat signale le début de la procédure de nomination. Il a mis en garde contre la tenue d'élections en janvier 2023, soulignant que cela se traduirait par une période de campagne raccourcie de trois mois après l'approbation du RS. Cela, a-t-il dit, créerait des règles de jeu inégales entre les membres actuels du Bureau et les autres candidats ainsi qu'entre les pays développés et les pays en développement, et conduirait à une campagne «clandestine» qui affecterait le processus d'approbation. Il a appelé à garantir une «distance de sécurité» d'au moins six mois entre l'approbation du RS et les élections.

Le délégué des États-Unis a indiqué que les membres sortants du Bureau bénéficieront de leur notoriété, quelle que soit la date des élections. Il a souligné que les pays n'attendent généralement pas la lettre d'invitation du Secrétariat pour repérer d'éventuels candidats, en particulier ceux qui peuvent accueillir une UAP. Il a également noté que la COVID-19 ne se prêtait pas à des campagnes à forte intensité de voyages, comme cela se faisait dans le passé.

Le Royaume-Uni a souligné le besoin de saisir l'opportunité de rationaliser le processus de campagne, le rendant plus efficace et moins gourmand en déplacements. La Norvège a estimé qu'une durée de campagne plus courte était faisable.

Afin de favoriser une transition en douceur entre les cycles, le Président Lee a suggéré d'adopter les grandes lignes pour les villes et pour les rapports du FCCD durant le cycle du RE6, notant que cela avait été le cas pour le rapport spécial sur les énergies renouvelables achevé au cours du cycle du RE5. Il a évoqué l'expérience du Bureau relative à la Conférence scientifique du GIEC sur les villes et le changement climatique, tenue en 2018.

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont souligné que le leadership entrant sera essentiel pour assurer le succès des villes et des rapports du FCCD, et qu'il devrait être en mesure de fournir une contribution dès le départ. Le Royaume-Uni a souligné que les premiers travaux sur les schémas de cadrage imposeraient un fardeau supplémentaire aux membres déjà surchargés du Bureau.

Andy Reisinger, Vice-président du GT III, évoquant son expérience en tant qu'auteur principal/coordonateur du GT II et chef d'une UAP, a expliqué la vaste expertise technique, processuelle et logistique qui est développée au sein des UAP sans être visible pour les gouvernements. Un manque de transfert adéquat, a-t-il averti, laisserait les UAP entrants à réinventer la roue et elles risqueraient de perdre des informations vitales sur des questions clés telles que garantir la consistance et la cohérence, faciliter une participation équitable et engager efficacement les parties prenantes. La Coprésidente du GT I, Masson-Delmotte, a soutenu la déclaration de Reisinger et a plaidé contre l'ajout de la portée du RE7 à la charge de travail élevée des Coprésidents du RE6 en fin du cycle.

Saint-Kitts-et-Nevis a rappelé au Groupe l'urgence de la crise climatique et, avec la France, a souligné la nécessité d'apporter des contributions aux processus de la CCNUCC, tels que le BM et l'examen périodique. La France a également demandé si le Comité exécutif considérerait que le cadrage précoce des villes et du FCCD était faisable. Le Président Lee, appuyé par l'Inde, a souligné

que le Groupe de travail sur l'organisation des travaux futurs du GIEC, à la lumière du BM, n'est pas parvenu à un accord. Les Pays-Bas ont mis en garde contre le fait que des cycles plus longs entraient en conflit avec le mandat du GIEC d'être pertinent pour les politiques.

L'Arabie saoudite et l'Inde ont réaffirmé leur position selon laquelle une séparation stricte entre l'approbation du rapport et le processus électoral est nécessaire pour protéger la crédibilité du GIEC.

Le Danemark a noté que l'examen précoce de la taille et de la composition du Bureau ne signifie pas le début des élections. Le Royaume-Uni a souligné que cela n'interférera pas avec la finalisation des rapports. Plusieurs délégations ont souligné que le GT visait à soutenir les élections et non à les lancer.

Après un point soulevé par le Président du GIEC Lee, les États-Unis ont précisé que la procédure du GIEC stipule que la lettre d'invitation doit être envoyée six mois avant l'élection, mais pas qu'elle doit être envoyée après l'adoption du RS. Le délégué a réitéré une proposition visant à compléter les travaux du GT en permettant aux gouvernements de partager leurs points de vue soit par soumission, soit pendant une journée de réunion supplémentaire avant une session d'approbation.

La Fédération de Russie a suggéré de se concentrer plutôt sur la manière de conclure le cycle du RE6, que sur la manière de mener des élections, et a soutenu l'analyse présentée par le Président Lee. L'Arabie saoudite a réaffirmé que le processus avait été ainsi établi pour de bonnes raisons et, avec la Fédération de Russie et le Venezuela, a souligné que les discussions pertinentes pour le prochain Bureau devaient se tenir en Plénière et non en GT.

La République de Corée a souligné que l'intégrité et l'exhaustivité sont essentielles pour les contributions au BM, et a noté que tout changement de procédure ne devrait prendre effet que lors du prochain cycle, et non dans le RE6.

L'Inde a souligné que garantir la qualité des rapports devrait être la priorité absolue, notant le fait que soulever les questions électorales maintenant est à la fois préjudiciable à leur finalisation et qu'il peut miner la confiance dans les rapports.

Comme voie pragmatique pour aller de l'avant, la Suisse a suggéré formellement d'inclure dans le calendrier révisé du RE6, que la lettre du Secrétariat invitant les candidatures, à envoyer après la session d'approbation du RS, soit le point de départ officiel de la période électoral, notant que cela offre une sécurité aux gouvernements pour leur planification.

Jeudi, l'Algérie a souligné qu'il fallait éviter les chevauchements entre les périodes d'approbation et a appelé à reporter les discussions sur les élections. La Malaisie a fait part de ses préoccupations au sujet d'éventuels conflits d'intérêts liés aux campagnes des membres du Bureau, notant que cela pourrait saper la crédibilité du GIEC. La République de Corée, la Chine et l'Arabie saoudite ont réaffirmé leur position de séparer les processus électoraux et les sessions d'approbation et ont appelé au respect des procédures en vigueur.

Le Mexique a appelé à réfléchir à de nouveaux formats de campagne électoral, soulignant à la fois les restrictions de voyage en rapport avec la COVID-19 et la nécessité de réduire les émissions liées aux voyages.

La Nouvelle-Zélande a rappelé qu'elle a coprésidé le Groupe de travail sur les questions électoral entre les cycles RE5 et RE6, chose qui a fait avancer les discussions parallèlement sur la finalisation des produits du RE5 et sur la prise d'une décision lors d'une réunion organisée à la suite de celle de l'approbation

du RDP. Elle a fait écho à la métaphore du délégué de la Trinité-et-Tobago sur la capacité du Groupe à «marcher et mâcher de la gomme en même temps», soulignant la nécessité de parvenir à une décision sur la taille et la composition du Bureau suffisamment à l'avance pour soutenir un processus électoral complexe. Le Président Lee a confirmé ce précédent.

Sainte-Lucie, Belize, le Royaume-Uni, les États-Unis et la France ont remercié la Nouvelle-Zélande pour ses précisions utiles, les États-Unis soulignant que l'établissement d'un GT est conforme et pas en contradiction avec les procédures antérieures. Dans leurs déclarations, plusieurs délégations ont fait écho à l'idée que le Groupe est capable de «marcher et de mâcher de la gomme en même temps» et de rédiger des rapports d'évaluation tout en se préparant aux élections.

Les États-Unis ont noté que la copie de l'échéancier du RE6 entraînerait la livraison du RE7 en 2027/2028, ce qui ne permettrait pas de fournir des données pour le deuxième BM. Le Juriste du GIEC, Lew Schneider, a indiqué qu'il n'y a pas d'obstacle juridique à des travaux préparatoires intersessions.

Sur la base de ces discussions, le Secrétaire du GIEC, Mokssit, a proposé de créer, à cette session, un groupe spécial composé de trois représentants issus chacun de pays en développement et de pays développés pour élaborer une plate-forme pour l'élection du prochain cycle, en vue de lancer le processus électoral, la lettre du Secrétariat invitant les candidatures devant être envoyée une semaine après l'approbation du RS, et d'organiser une élection plénière au plus tard six mois après l'envoi de la lettre. Il a souligné que le mandat du Groupe serait «mince» et qu'il se limiterait à traiter de la structure, de la composition et de la taille du prochain Bureau, et que le Groupe pourrait rendre compte des progrès réalisés en marge des séances plénières d'approbation des trois rapports du GT.

L'Arabie saoudite a appelé à confier au Bureau ce travail préparatoire, soulignant son équilibre régional. Le Coprésident du GT III, Skea, appuyé par plusieurs délégations, a mis en garde contre la surcharge des membres du Bureau, notant que leur objectif devrait être d'assurer la qualité et la finalisation des procès-verbaux du RE6 et que, par ailleurs, les experts scientifiques ne sont pas bien placés pour traiter des considérations politiques.

Le Venezuela, avec la Trinité-et-Tobago, a demandé des éclaircissements sur la composition envisagée du GT, demandant une garantie que les groupements régionaux de pays défavorisés lors du dernier cycle électoral aient la priorité. Cuba a souligné la nécessité pour toutes les régions d'être représentées, et a souligné que les propositions du GT doivent être discutées en plénière.

Le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, les États-Unis et d'autres ont souligné que la préparation des élections est une question qui convient mieux aux gouvernements qu'au Bureau, et ont demandé que la proposition soit mise par écrit. Ils ont appuyé l'idée de présenter les rapports du GT lors des réunions plénières et de solliciter des communications écrites des points de vue, et, avec la Trinité-et-Tobago et le Japon, ont suggéré que le GT soit ouvert à la participation des gouvernements intéressés.

La Suisse a demandé des éclaircissements sur le calendrier de la plénière électorale.

Sur la base des discussions, le Secrétaire du GIEC, Mokssit, a modifié sa proposition initiale de composition du Groupe en vue d'établir un Groupe spécial à composition non limitée, notant qu'il serait composé d'au moins trois représentants de pays en développement et de pays développés. Il a proposé de déterminer que le processus d'élection serait lancé avec la lettre du Secrétariat

invitant à des candidatures gouvernementales, qui serait envoyée une semaine après l'approbation du RS du RE6, et que la plénière électorale aurait lieu au plus tard six mois après l'envoi de la lettre. Le Président a chargé le Secrétariat d'élaborer une décision.

Vendredi et samedi matin, les délégués ont discuté d'un projet de décision. Le principal point soulevé au cours des discussions était la nécessité d'éviter les chevauchements entre l'examen des travaux du Groupe spécial à composition non limitée proposé et l'approbation des rapports. La Nouvelle-Zélande a souligné la différence entre les chevauchements de réunions et les sessions consécutives, réitérant la pratique antérieure consistant à tenir des réunions consécutives sur l'approbation des rapports et les discussions sur la préparation des élections.

D'autres points ont concerné, entre autres: la formulation proposée pour que le calendrier de la plénière électorale ait lieu «au plus tôt et au plus tard dans six mois» étant trop restreint et posant des difficultés pour les pays hôtes potentiels; le soulignement de l'importance d'inclure les points de vue de tous les pays, avec référence explicite aux groupes régionaux relevant de l'OMM; la précision que le mandat du Groupe est de fournir des recommandations au Groupe d'experts Panel et non de prendre des décisions; et la compréhension que les membres du Bureau pourraient apporter leur contribution au Groupe d'experts.

L'idée d'une plénière de la GIEC-57 bis qui se tiendrait la semaine suivant l'approbation du RS à la GIEC-57 est apparue pour préciser à quel moment une décision sur les travaux du Groupe serait prise, certaines délégations appelant plutôt à la souplesse qu'à une détermination d'un calendrier si longtemps à l'avance. La France et la République de Corée ont souligné la nécessité d'ajuster les références à la date d'envoi de la lettre d'invitation aux candidatures du Secrétariat afin de préciser le moment de la décision. Répondant à l'appel de la Chine à prévoir plus de temps entre les travaux intensifs de la GIEC-57 et de la GIEC-57 bis, le Secrétaire Mokssit a souligné que c'était là la voie la plus efficace.

Décision finale: Dans sa décision sur le calendrier de planification stratégique (GIEC-LIII(bis)-2.1, Rev.3), le Groupe d'experts crée un Groupe spécial à composition non limitée pour lui faire des recommandations sur la taille et la structure et composition du Bureau du GIEC pour le RE7; et adopte le mandat du Groupe, tel qu'annexé à la décision. La décision prévoit également:

- La lettre du Secrétaire invitant les candidatures à envoyer deux semaines après une GIEC-57 bis, qui aurait lieu après l'approbation du RS du RE6 à la GIEC-57, prévue pour septembre 2022;
- La plénière électorale aura lieu 6 à 7 mois après la publication de la lettre du Secrétaire.

Les termes de référence définissent:

- L'objectif pour le Groupe spécial de chercher à assurer la transparence, le caractère inclusif et l'égalité des chances de participation de tous ses membres, notant l'importance de l'inclusion des points de vue des pays en développement;
- Le Groupe spécial présentera les progrès accomplis au Groupe d'experts lors de ses futures sessions, le résultat final devant être présenté pour décision à la GIEC-57 bis, en évitant tout chevauchement entre les travaux du Groupe et la plénière d'approbation du RS; et
- Le Groupe spécial devrait être composé de: deux Coprésidents et deux Rapporteurs, avec une représentation équilibrée des pays développés et en développement, en tenant compte de

l'équilibre entre les genres; au moins deux représentants de chaque région de l'OMM; et adhésion à composition non limitée quant à la participation de tous les États membres du GIEC.

Le Groupe d'experts a décidé de lancer le Groupe avec les États-Unis et l'Arabie saoudite en tant que Coprésidents, et l'Allemagne et le Venezuela en tant que Rapporteurs.

Date et lieu de la 54^e session du GIEC

Samedi, le Secrétaire Mokssit a expliqué que la GIEC-54 devait commencer le 26 juillet 2021 avec une durée étendue à deux semaines, signalant toutefois que le format et la durée seront ajustés conformément aux procédures établies dans la décision IPCC-LIII(bis)-2.2., Rév.3. La Chine a demandé que la durée de la plénière soit limitée à deux semaines.

Clôture de la session

Dans ses remarques de clôture, le Président du GIEC, Lee, a montré un comparatif de la participation des gouvernements aux sessions d'examen du RE5 et du RE6, se félicitant de l'engagement accru au cours du cycle du RE6 jusque-là et encourageant les gouvernements à contribuer aux examens à venir, soulignant que la participation des gouvernements est essentielle pour garantir que le GIEC est politiquement pertinente et scientifiquement solide.

La Coprésidente du GT I, Masson-Delmotte, a fait écho à l'importance de l'examen gouvernemental pour un résumé de haute qualité; a informé que le GT I visait un texte RDP de 10 pages comportant sept chiffres, construit sur le résumé technique de 60 pages qui vient d'être achevé et sous-tend une traçabilité améliorée. Elle a réitéré son invitation aux gouvernements de répondre à l'enquête auprès des utilisateurs pour les chiffres RDP, notant que l'enquête a été prolongée jusqu'à dimanche; et a exprimé sa gratitude pour le soutien gouvernemental dans le processus de rédaction.

Remerciant les délégués pour leur souplesse de permettre à la réunion de prendre trois heures supplémentaires, le Président Lee a clos la réunion à 3 h 21 HEC (GMT+1).

Brève analyse de la GIEC-53 bis

Avant que la pandémie de COVID-19 ne frappe, 2020 était censée être une super année pour la gouvernance environnementale multilatérale. La 15^e Conférence des Parties (COP) à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB) à Kunming, Chine, devait fournir un cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, et la COP-26 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Glasgow, Royaume-Uni, était censée ouvrir la voie à des Contributions déterminées au niveau national révisées, renforçant l'ambition collective envers les objectifs climatiques de l'Accord de Paris.

Alors que la pandémie bloquait les processus multilatéraux, les auteurs et la direction des Groupe de travail (GT) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont fait un travail impressionnant en faisant progresser l'évaluation scientifique malgré les circonstances difficiles. Grâce à un ajustement rapide des modalités de travail virtuelles, ils ont réussi à limiter le retard lié à la pandémie dans leur calendrier prévu à 4-5 mois. Le cycle du sixième rapport d'évaluation (RE6) est long, le plus long de l'histoire du GIEC, comme l'ont mentionné de nombreux délégués, mais il approche à présent de la ligne d'arrivée. La contribution du GT I (fondée sur la science physique du changement climatique) est en passe d'être approuvée par les gouvernements en juillet-août 2021.

La GIEC-53 bis était chargée de trouver, pour le processus intergouvernemental, un moyen d'avancer malgré la pandémie, en honorant le travail acharné de la communauté scientifique et l'urgence de la crise climatique. Cette brève analyse explore la façon dont la session a réussi à répondre à cette attente et comment elle a jeté des bases d'approches novatrices de la prise de décision intergouvernementale.

Un début difficile

Dans leurs déclarations liminaires, lundi, Petteri Taalas, Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), et Inger Andersen, Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), ont souligné le rôle essentiel des rapports du GIEC en tant que contribution aux négociations de la CCNUCC et au monde dans son ensemble.

De nombreuses délégations partageaient ce sentiment, soulignant la nécessité de présenter le RE6 et de concevoir le cycle du RE7 de manière à pouvoir contribuer en temps opportun au Bilan mondial (BM) de la CCNUCC, qui est le mécanisme qui évalue les progrès collectifs accomplis dans la réalisation des objectifs de la CCNUCC et de l'Accord de Paris. Nonobstant tout cet enthousiasme à l'égard du rôle du GIEC, l'Inde n'a pas manqué de signaler que les pays ne sont pas collectivement en bonne voie pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris, en dépit des nombreux rapports que le GIEC a déjà publiés. A la GIEC-53 bis, les discussions sur des questions apparemment techniques et procédurales inscrites à l'ordre du jour - telles que l'examen des principes régissant les travaux du GIEC et le calendrier de planification stratégique du RE6 - ont fait apparaître les tensions observées lors des précédentes séances plénières du GIEC, par exemple sur la question de l'équilibre régional.

La discussion sur ce qu'il faut inscrire à l'ordre du jour a été particulièrement longue. Une raison à cela est sûrement liée à la nature virtuelle de la session: il n'est pas facile de tout intégrer dans une réunion d'une semaine avec des séances quotidiennes de trois heures, des défis persistants pour une participation égale et des décalages de fuseaux horaires. Les délégués devaient également trouver un équilibre entre se concentrer sur le court terme pour réaliser le RE6 et la nécessité de planifier le RE7. Comme l'a dit un délégué: «S'il y a une chose que nous avons apprise pendant cette pandémie, c'est que tout prend plus de temps. Alors, agissons maintenant, planifions soigneusement et soyons innovants et créatifs».

Vers la ligne d'arrivée - Calendrier et progression du RE6

Les discussions sur les rapports d'étape des trois Groupes de travail relatifs au RE6 ont illustré deux problèmes principaux: l'incroyable charge de travail et l'intensité du processus d'évaluation dans un mode de travail virtuel, et la préoccupation de certaines délégations au sujet du caractère normatif du résultat.

Tous les Coprésidents des Groupes de travail ont souligné les immenses défis auxquels sont confrontés les auteurs, les bureaux de Groupe de travail et les unités d'assistance technique (UAT), posés par la pandémie. Se déclarant préoccupés par l'augmentation de la fatigue de la COVID, ils ont souligné les opportunités et les réalisations du mode de travail virtuel. Le GT III est encore en train d'examiner le besoin de s'écarter davantage du calendrier retardé, chose qui soulève des questions pour la production et la livraison du rapport du GT II et du rapport de synthèse (RS). Les délégations ont manifesté appréciation et soutien unanimes pour le travail acharné et le dévouement de tous, y compris du Secrétariat du GIEC, dans les conditions difficiles que l'on connaît.

Certaines délégations ont profité de cette discussion pour exprimer avec force des préoccupations au sujet de certains contenus des projets de deuxième ordre, en particulier des GT II et III. Soulignant qu'il n'y avait aucun moyen pour les gouvernements d'empêcher sur le contenu du projet de rapport final, ils ont exhorté les Coprésidents des GT à accorder une attention particulière aux observations des gouvernements, en particulier à celles liées à l'équilibre régional et à l'exhaustivité de l'évaluation, à l'introduction de nouveaux concepts qui n'étaient pas universellement agréés et qui étaient pertinents pour les politiques mais non normatifs. L'Inde et l'Arabie saoudite ont souligné à plusieurs reprises que «le résumé à l'intention des décideurs appartient au Groupe d'experts» et que les Coprésidents des GT doivent veiller à ce que les observations des gouvernements soient correctement prises en compte dans l'élaboration des rapports. Assurant qu'ils relayeraient clairement ce message aux auteurs, les Coprésidents ont également souligné les limites de leur mandat et l'indépendance de l'évaluation scientifique, notant qu'il est plus juste de décrire leur fonction comme étant un «élevage plutôt de tigres que de chats».

La proposition du Secrétariat concernant des dispositions hybrides (réunions physiques écrites, virtuelles et décentralisées dans les régions) pour la session d'approbation du GT I a donné lieu à un débat intense. De nombreux gouvernements ont souligné la nécessité d'aller de l'avant et de trouver des solutions créatives à une situation difficile et extrêmement volatile, notant que d'autres organes des Nations Unies, y compris les organisations mères du GIEC, le PNUE et l'OMM, sont en train de passer au mode de prise de décision virtuelle et en rapportent des avantages en termes de niveaux de participation. Cependant, certains sont restés fermement opposés à la prise de décision en mode virtuel, appelant à reporter les séances plénières d'approbation jusqu'à ce que des réunions en présentiel soient possibles. Toutes les délégations ont convenu qu'une session virtuelle d'approbation du rapport du GT I, avec des discussions ligne par ligne sur le résumé à l'intention des décideurs, serait un exercice impressionnant et sans précédent, les échanges intersessions étant essentiels au succès. Cependant, de nombreuses itérations du texte de décision ont été nécessaires pour parvenir à un consensus entre, d'une part, ceux qui soulignent les conditions inférieures à la normale des dispositions en mode virtuel, y compris l'Arabie saoudite, l'Inde et la Chine, et d'autre part, une large coalition européenne, nord-américaine et les pays de la zone Australasie et les petits États insulaires en développement (PEID), soutenus par les Coprésidents du GT, qui soulignent par contre l'urgence de remplir le mandat du GIEC et de s'adapter au mieux aux circonstances.

Le Groupe a décidé de charger le Secrétariat de solliciter les points de vue des correspondants nationaux du GIEC et du Bureau sur la manière de promouvoir la transparence, l'inclusion et l'égalité des chances lors d'une éventuelle session virtuelle d'approbation du GT I, et de demander aux Coprésidents du GT I et au Bureau du GT I de prendre les dispositions appropriées pour la tenue d'une session d'approbation à partir de juillet 2021 sur la base des orientations et des directives reçues. La décision répond clairement aux préoccupations concernant le respect du règlement intérieur, garantissant l'inclusion et la participation égale, et ne créant pas de précédents pour les futures sessions du GIEC, dont les PEID, entre autres, se méfiaient. Cependant, étant donné le court laps de temps et les défis restants, le long débat nécessaire pour se mettre d'accord sur ce processus soulève des inquiétudes au sujet des discussions de fond, ligne par ligne, à la GIEC-54.

La transition entre les cycles

Un temps considérable a été consacré à la discussion des procédures électorales pour le bureau du RE7 et des moyens d'assurer une transition harmonieuse entre les cycles du RE6 et du RE7. Au cœur de cette discussion se trouvait la crainte que reporter les retards dus à la pandémie et reproduire la longue transition entre le RE5 et le RE6 risquerait de perturber le processus et de préjuger de la capacité du GIEC à informer le processus politique, en particulier le BM de la CCNUCC. D'autre part, le Bureau est essentiel pour la gouvernance du GIEC et sa composition présente de nombreuses sensibilités politiques.

Les Coprésidents du Groupe de travail et les membres du bureau ont plaidé pour une période de transition plus courte, achever les travaux du cycle déjà long du RE6 et assurer un transfert entre les UAT et les Coprésidents du Groupe de travail entrants et sortants afin d'éviter la perte de connaissances logistiques et procédurales essentielles, comme vécue lors de la dernière transition. Cependant, plusieurs délégations et le Président du GIEC ont exprimé des inquiétudes selon lesquelles le fait de lancer le processus d'élection avant l'achèvement du RS mettrait en péril l'intégrité du processus scientifique et la qualité du rapport. De nombreux pays européens, le Mexique, les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et plusieurs PEID, ainsi que les Coprésidents, ont plaidé pour une accélération du processus d'élection conformément au règlement intérieur du GIEC, citant des procédures similaires appliquées dans le 5^e cycle d'évaluation.

Au début, la Trinité-et-Tobago a utilisé l'expression «nous pouvons en même temps marcher et mâcher de la gomme», qui a été répétée à maintes reprises pour indiquer que le Groupe spécial a la capacité de traiter deux processus en même temps. Cependant, l'impératif de séparation de l'approbation et des élections est resté fort, l'Arabie saoudite, la Fédération de Russie, l'Inde, la Chine et la République de Corée soulignant l'importance des procédures établies pour préserver l'intégrité du GIEC, et évoquant le risque que comporte l'empiètement de campagnes politiques sur le processus scientifique. Certains gouvernements ont souligné que si la continuité était importante, elle ne devait pas l'emporter sur tous les autres principes, en particulier ceux relatifs à l'inclusion et à l'égalité de représentation. Même si de nombreuses décisions relatives au RE7 ont déjà été prises, par exemple en ce qui concerne la préparation de rapports spéciaux sur les villes et les forçages climatiques de courte durée, certains pays en développement ont souligné la complexité des problèmes à résoudre lors des élections du Bureau et la nécessité de corriger les déséquilibres régionaux survenus au cours du dernier cycle.

Le Groupe a néanmoins réussi à s'entendre sur la création d'un Groupe spécial à composition non limitée et avec un mandat limité pour fournir au Groupe d'experts des recommandations sur la taille, la structure et la composition du Bureau du GIEC pour le RE7. La décision détermine également un processus pour permettre la tenue d'élections six mois après l'approbation du RS, prévue pour septembre 2022. Les délégués ont décidé de nommer les États-Unis et l'Arabie saoudite comme Coprésidents et l'Allemagne et le Venezuela comme Rapporteurs du Groupe spécial – partisans les plus déterminés de positions divergentes.

Regarder vers l'avant

La GIEC-53 bis a innové pour faciliter la prise de décision virtuelle. Les gouvernements ont suivi l'exemple des auteurs du GIEC, qui, de toute évidence, se sont rapidement adaptés aux modalités de travail virtuelles et ont réussi à progresser vers l'achèvement du RE6 malgré la pandémie. La portée de

la prise de décision, cependant, était relativement limitée. Une session virtuelle d'approbation pour le rapport du GT I, avec des discussions ligne par ligne sur le résumé à l'intention des décideurs, sera un exercice d'une ampleur beaucoup plus large, et un travail intersessions, ainsi qu'une gestion transparente et efficace des sessions virtuelles, sera essentielle pour son succès.

Outre les défis dus à la pandémie, la question plus large demeure de savoir si le GIEC est équipé pour répondre aux attentes élevées. Si les décisions prises lors de cette session maintiennent cette porte ouverte, le contraste frappant entre les points de vue et les priorités exprimés par les États membres, ainsi que la complexité et les exigences de l'évaluation scientifique suggèrent que cette question n'a pas encore trouvé de réponse.

Réunions à venir

Conférence ministérielle sur le climat et le développement:

Cette réunion ministérielle examinera les défis et les priorités pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les pays les plus vulnérables au changement climatique, en se concentrant sur: l'accès au financement climatique; la riposte aux impacts du changement climatique; la quantité, la qualité et la composition du financement climatique; et l'espace budgétaire et la viabilité de la dette. **date:** 31 mars 2021 **lieu:** virtuel **www:** <https://ukcop26.org/uk-presidency/climate-development-ministerial/>

Soixantième (bis) session du Bureau du GIEC: Le Bureau du GIEC fournit au Groupe d'experts des orientations sur les aspects scientifiques et techniques des évaluations du GIEC et donne des avis sur la gestion et les questions stratégiques. Cette réunion s'appuie sur la première partie de la soixantième session qui a eu lieu du 16 au 18 mars 2021. **date:** 6-7 avril 2021 **lieu:** virtuel **www:** <https://www.ipcc.ch/calendar/>

Sommet des dirigeants sur le climat: Les États-Unis convoqueront un sommet des dirigeants sur le climat, le jour de la Terre, pour rassembler les dirigeants des principales économies. Le sommet se tiendra à l'occasion du cinquième anniversaire de l'ouverture à la signature de l'Accord de Paris. **date:** 22 avril 2021 **lieu:** virtuel **www:** <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/03/26/president-biden-invites-40-world-leaders-to-leaders-summit-on-climate>

XII Dialogue de Petersberg sur le climat: Le 12^e Dialogue de Petersberg sur le climat réunira des ministres de nombreux pays pour discuter de l'action climatique, facilitant des discussions ouvertes sur des questions clés de la politique climatique internationale. La série Dialogue sur le climat de Petersberg a été lancée en 2010 et a lieu chaque année. **dates:** 6-7 mai 2021 **lieu:** à confirmer **www:** <https://unfccc.int/event/12th-petersberg-climate-dialogue>

Édition 2021 des Semaines régionales du climat pour l'Amérique latine et les Caraïbes: Ces sessions thématiques virtuelles se concentreront sur le partenariat pour l'engagement de la société entière dans la mise en œuvre, la gestion des risques climatiques et la saisie des opportunités de transformation, et comprendront des ateliers, des expositions virtuelles et des manifestations parallèles. **dates:** 11-14 mai 2021 **lieu:** virtuel **www:** <https://www.regionalclimateweeks.org/>

Innovate4Climate: Innovate4Climate est une plate-forme qui favorise le dialogue entre les secteurs public et privé sur des moyens innovants de mobiliser des financements en faveur de l'action climatique. Il s'agit d'une conférence mondiale où

des dirigeants de gouvernement, de l'industrie, des entreprises, des finances et de la technologie se réunissent pour envisager la prochaine génération de solutions intelligentes face au dérèglement climatique, ayant le potentiel de transformer l'économie mondiale. **dates:** 25-27 mai 2021 **lieu:** Barcelone, Espagne **www:** <https://www.innovate4climate.com/>

52^e session des organes subsidiaires de la CCNUCC:

Reportée depuis juin 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, la 52^e session des organes subsidiaires de la CCNUCC est provisoirement programmée pour les préparatifs de la COP 26. **dates:** 31 mai - 10 juin 2021 (à confirmer) **lieu:** Bonn, Allemagne **www:** <https://unfccc.int/calendar> <https://unfccc.int/event/1st-sessional-period-2021>

Cinquante-quatrième session du GIEC (GIEC-54) et plénière d'approbation du RE6 du GT I: Cette session se concentrera sur l'approbation du rapport du GT I. Les dispositions concrètes relatives à la réunion sont toujours en suspens. **dates:** fin juillet 2021 (à confirmer) **lieu:** virtuel **www:** <https://www.ipcc.ch/calendar/>

Pour d'autres réunions, consulter <https://sdg.iisd.org/>

Glossaire

RE5	Cinquième rapport d'évaluation
RE6	Sixième rapport d'évaluation
RE7	Septième rapport d'évaluation
CdP	Conférence des Parties
CWT	Équipe de rédaction
Com Ex	Comité exécutif
EAG	Équipe d'action sur le genre
GES	Gaz à effet de serre
BM	Bilan mondial
IPBES	Plate-forme inter-gouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services éco-systémiques
GIEC	Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat
DES	Dialogue d'experts structuré
FCCD	Forceurs climatiques de courte durée
EDO	Ébauche de deuxième ordre
RID	Résumé pour les décideurs
RS	Rapport de synthèse
CDS	Comité directeur scientifique
GTI	Groupe de travail sur l'inventaire des gaz à effet de serre au niveau national
GT	Groupe de travail
UAT	Unité d'assistance technique
PNUM	Programme des Nations Unies pour l'environnement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les Changement climatique
GT	Groupe de travail
OMM	Organisation météorologique mondiale